



## 49<sup>e</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme

### Point 4 – Débat général

Intervention de S.E.M. Marc Bichler, Représentant permanent du Luxembourg

21 mars 2022

Monsieur le Président,

Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Le Luxembourg est profondément préoccupé par les nombreuses **crises humanitaires** en cours, notamment en **Afghanistan**, en **Ethiopie**, en **Syrie**, dans **les territoires palestiniens occupés**, et plus récemment en **Ukraine**, où l'intensification des raids aériens et des bombardements par les forces russes de zones urbaines et des infrastructures civiles continuent de faire de nombreuses victimes innocentes parmi la population civile. Le mépris envers le droit international humanitaire et droit international des droits humains est inacceptable. Nous condamnons fermement le déni de l'accès humanitaire, ainsi que les attaques ciblant des écoles et des hôpitaux. Ceux-ci ont de graves répercussions sur les civils, en particulier sur les enfants, et constituent des crimes de guerre.

Au **Yémen**, le conflit entamant sa septième année, la situation humanitaire est des plus préoccupantes. Désormais, 16 millions de personnes manquent d'eau et 8,4 millions sont au bord de la famine. Les frappes aériennes ont fortement augmenté, notamment depuis le non-renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts. Ces attaques, aveugles ou délibérées, ont frappé des infrastructures civiles et fait, en ce début d'année, d'innombrables victimes civiles.

Le Luxembourg reste également profondément inquiet de la détérioration rapide des droits humains et de la situation humanitaire au **Tigré** et dans les régions voisines de l'Ethiopie. Nous sommes horrifiés par les rapports faisant état d'abus et de violations graves des droits humains, y compris des violences sexuelles et sexistes, commises dans le cadre de ce conflit. Les auteurs de ces violations doivent être tenus pour responsables. En **Erythrée**, l'absence d'un système judiciaire indépendant et la perpétuation du service national à durée indéterminée sont particulièrement préoccupantes.

Au **Nicaragua**, au **Myanmar** et en **Afghanistan**, le Luxembourg déplore les disparitions forcées, les arrestations et les détentions arbitraires de journalistes, d'opposants politiques et défenseurs et défenseuses des droits humains. En Afghanistan, nous regrettons en particulier le recul dramatique en matière de droits des femmes depuis que les Talibans ont pris le pouvoir.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg exhorte les autorités de tous ces pays à respecter le cadre juridique international et les normes relatives aux droits humains, y compris les droits des femmes et des filles, et à coopérer pleinement avec les différents mécanismes des Nations Unies pour les droits humains, en garantissant un accès sans entraves à ses représentants.

Je vous remercie.

(390 mots)